INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 4 juillet 2022**

* En nette hausse en milieu de séance, les principaux marchés actions européens ont finalement clôturé en timide progression. Le CAC 40 a gagné 0,4% à 5 954,65 points. L'Euro Stoxx 50 a grappillé 0,33% à 3 459,8 points. Les volumes échangés ont été particulièrement peu étoffés en raison de la fermeture de Wall Street pour cause de fête nationale. L'évolution des actions américaines donne en règle générale la tendance des places européennes.
* La journée a bien débuté sur les Bourses européennes dans le sillage de la clôture franchement positive des places américaines et asiatiques.
* Les investisseurs n'ont pas réagi à 10h30 à la chute de la confiance des investisseurs en zone euro au mois de juin. L'indice Sentix qui la mesure est tombe le mois dernier à -26,4 après -15,8 en juin. Le consensus Reuters le donnait à -19,9 pour juillet. Selon le cabinet d'étude, la récession en zone euro semble désormais inéluctable.
* A cet égard, les économistes comme les marchés pourraient avoir globalement intégrés l'entrée en récession de la zone euro et des Etats-Unis.
* En effet, cette récession des deux côtés de l'Atlantique " serait presque un point de passage obligé pour refroidir la machine inflationniste ", écrit ce matin Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France.
* Dès lors, les investisseurs devraient focaliser leur attention dans les prochaines semaines sur les résultats trimestriels des entreprises et surtout sur leurs prévisions pour le reste de l'année dans un environnement marqué par l'inflation et le ralentissement de la demande.
* Le cours du gaz a retrouvé aujourd'hui son plus haut niveau depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Sur la plateforme de référence en Europe, TTF, le cours gagne plus de 8% à 160,35 euros le mégawattheure pour les contrats à terme d'août. Le gaz est soutenu par l'annonce de la fermeture de six champs de gaz naturel norvégiens au cours des prochains jours en raison d'une action syndicale, ce qui pourrait réduire de 13 % l'approvisionnement du principal exportateur européen.
* Le franc suisse cède 0,4% à 0,995 euro malgré l'annonce d'une inflation helvète de 3,4% sur un an en juin, soit son plus haut niveau depuis 29 ans. C'est la première fois depuis 2008 que la hausse des prix dépasse le seuil des 3%. Surtout, l'inflation suisse dépasse, comme en Europe et aux Etats-Unis, l'objectif fixé par la banque centrale. En l’occurrence, la Banque nationale suisse (BNS) vise un taux compris entre 0% et 2%. Le repli de la devise semble paradoxal dans la mesure où cette accélération de l'inflation devrait renforcer la spéculation sur un tour de vis monétaire de la BNS.

Pour autant, le resserrement monétaire de l'institution est déjà largement anticipé. En un mois, le franc suisse gagne plus de 3,3%.

En juin, le président de la BNS, Thomas Jordan avait relevé son taux directeur de -0,75% à -0,25% en juin et prévenu que la hausse allait se poursuivre.

* Sanofi Global Health annonce le lancement d'Impact, une nouvelle marque de médicaments de référence produits par Sanofi qui seront distribués sans aucun profit aux populations à risque des pays les plus pauvres de la planète. La marque Impact qui englobe, entre autres, l'insuline, le glibenclamide et l'oxaliplatine, permettra d'assurer la distribution de 30 médicaments de Sanofi dans 40 pays à faible revenu, indique le groupe pharmaceutique dans un communiqué.

Considérés essentiels par l'Organisation mondiale de la Santé, ces médicaments couvrent une palette élargie d'aires thérapeutiques, dont le diabète, les maladies cardiovasculaires, la tuberculose, le paludisme et le cancer.

* Un pirate informatique anonyme ou un groupe de pirates informatiques propose à la vente un vaste ensemble de données sur des citoyens chinois qui auraient été siphonnées d'une base de données de la police, affirment plusieurs médias. La base de données proposée comprendrait des milliards d'enregistrements volés à la police de Shanghai, contenant des données sur un milliard de citoyens chinois. Le prix pour ces données serait de 10 Bitcoins, soit environ un peu moins de 200 000 euros.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, TotalEnergies (+4,55%) a dominé le CAC 40 grâce à la hausse du pétrole (+2% à 114 dollars pour le baril de Brent.
* A l'opposé, EssilorLuxottica a cédé 2,82%, toujours pénalisé par le décès de son président Leonardo Del Vecchio. Aujourd'hui, Francesco Milleri, le bras droit de l'homme d'affaires et déjà directeur général de géant de l'optique, a été nommé président.
* Plus forte baisse de l’indice SBF 120, Atos a chuté de 10,62% à 11,325 euros ; des actionnaires demandant le départ du président. L'action est au plus bas depuis janvier 2009. Selon les informations du Monde, plusieurs d’entre eux ont écrit au conseil d’administration pour demander le départ du président, Bertrand Meunier. Autre mauvaise nouvelle pour la société technologique, le très influent bureau d'études, Exane BNP Paribas, a abaissé son opinion de Neutre à Sous-performance et son objectif de cours de 21 euros à 9 euros.

Dans le quotidien du soir, ce dernier évoque un " dialogue permanent avec les actionnaires, qu'ils soient petits ou grands " et dit répondre " aux questions des fonds d'investissement avec le plus grand sérieux pour leur apporter les éclairages qu'ils n'ont pas ".

Le Monde précise que le choix de Rodolphe Belmer, ancien directeur général d'Eutelsat, pour prendre la tête du groupe en janvier sans processus de sélection interne avait provoqué des remous dans le groupe. Plusieurs cadres importants ont ainsi quitté Atos.

* Orpea a gagné 3,61% à 23,51 euros après l'annonce du remaniement de son conseil d'administration. A l'issue de cette réorganisation qui doit être entérinée lors de l'assemblée générale fin juillet, Guillaume Pepy, ancien PDG de la SNCF, prendra la tête du gestionnaire d'Ehpad dans la tourmente depuis la publication du livre « Les fossoyeurs » en début d'année. Les actionnaires se prononceront également sur la nomination au conseil d'Isabelle Calvez, DRH de Veolia, John Glen, président de Bic jusqu'en mai, David Hale, directeur général de Guerbet et Bertrand Finet, DG de Peugeot Invest.

Laurent Guillot, qui a effectué une grande partie de sa carrière chez Saint-Gobain et directeur général d'Orpea depuis vendredi, sera également proposé comme nouvel administrateur lors de cette assemblée générale.

" Après la démarche de totale transparence mise en œuvre, la mise en place de premières mesures de remédiation, le lancement des réflexions sur les transformations à opérer, Orpea souhaite avec cette nouvelle gouvernance réaffirmer sa volonté de transformation pour remplir au mieux sa mission et relever les défis du système de santé et médico-social ", a déclaré le groupe dans un communiqué.

Philippe Charrier, qui présidait le conseil d'administration et a assuré à titre provisoire la direction générale d'Orpea de février à juin 2022, a choisi de mettre un terme à son mandat d'administrateur à l'issue de la prochaine assemblée.

* CGG a annoncé que Sercel, sa division Sensing & Monitoring, a été désignée attributaire pour l'acquisition de la division logiciels d'ION Geophysical Corporation's (ION). Sercel a l'intention de garder tous les employés de cette activité. L'attribution s'est faite dans le cadre de l'annonce récente par ION de son placement sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. La clôture de la transaction est soumise à l'approbation par le tribunal des faillites compétent et à d'autres conditions habituelles qui incluent certaines autorisations réglementaires.

L'acquisition devrait se clôturer au troisième ou quatrième trimestre 2022.

* Biomérieux a gagné 3,22% à 98,1 euros. Le titre du spécialiste du diagnostic in vitro est soutenu par l'entrée du fonds Exor au capital de l'institut Mérieux. Ce dernier est la holding de tête du groupe Mérieux (quatre milliards d'euros de chiffre d'affaires), qui détient notamment bioMérieux et Transgène. Exor est de son côté le fonds de la famille Agnelli (26 milliards d'euros d'actifs dont Ferrari, Stellantis ou encore le club de football de la Juventus). Exor a prévu d'investir 833 millions d'euros au capital de l'institut Mérieux.

C'est la première fois que le groupe lyonnais ouvre son capital à une société étrangère. Et l'opération est de taille puisque la dynastie turinoise contrôlée par John Elkann, petit-fils de Gianni Agnelli, prend 10% de l'institut Mérieux, mettant ainsi un premier pas dans le secteur de la santé.

Cet investissement de 833 millions d'euros va se matérialiser par une augmentation de capital réservée dont un tiers du montant sera versé à l'été 2022 et le reste durant les 12 prochains mois.

* Fruit d'un partenariat stratégique signé en mars 2019, l'entrée du groupe M6 à hauteur de 21,4 % dans le capital de Miliboo a boosté le cours de bourse de la marque digitale d'ameublement, qui a gagné 18,64 % à 3,50 euros. Le groupe de médias est devenu le deuxième actionnaire de Miliboo après la conversion d'obligations convertibles en actions (OCA). Celles-ci avaient été obtenues dans le cadre d'un partenariat de type "media for equity" signé en mars 2019.

Pendant trois ans, le groupe audiovisuel a mis à disposition de Miliboo un volume d'espace publicitaire sur l'ensemble de ses médias (TV, radio et digital) et a été rémunéré en contrepartie par des obligations convertibles en actions Miliboo d'une valeur totale de 3,75 millions d'euros.

Sera proposé à M6 Interactions un siège au sein du Conseil d'administration de Miliboo, nomination qui sera soumise à l'approbation des actionnaires de la société à l'occasion de la prochaine Assemblée générale prévue en octobre 2022.

Selon GreenSome Finance, "ce partenariat a pleinement joué et a ainsi permis à Miliboo de changer de dimension avec une forte progression du chiffre d'affaires qui est passé de 23 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2018-19 à près de 40 millions d'euros en 2021-22, soit une croissance de +70% en 3 ans.

" Cette décision stratégique marque la forte confiance du groupe M6 dans Miliboo, (…) convaincu de la capacité de la marque d'ameublement à poursuivre son développement et à continuer à prendre de nouvelles parts de marché ", expliquent les deux sociétés dans leur communiqué. De son côté, Miliboo continuera d'investir régulièrement sur le plan publicitaire avec le groupe M6.

**ANALYSES**

* Comment sauver l'euro encore une fois ? C'est l'urgence à la Banque centrale européenne, peut-être plus encore que la lutte contre l'inflation. Car des craquements se font entendre dans la zone euro qui menace, comme il y a dix ans, de se « fragmenter », selon le langage officiel. Au risque d'éclater, pour parler plus franchement.

Ces craquements viennent de la montée des taux d’intérêt dans les pays aux finances les plus fragiles, à commencer par la Grèce et surtout l'Italie. Une montée qui pourrait finir par rendre la dette publique insoutenable, et donc pousser les Etats concernés à une faillite qui ferait vraisemblablement exploser l'euro.

Le baromètre le plus consulté pour évaluer la tension est l'écart de taux d'intérêt à long terme avec l'Allemagne, considérée comme le pays le plus solide. Le « spread » de l'Italie a ainsi doublé en six mois pour atteindre 2 %. Il était certes beaucoup plus élevé en 2012, puisqu'il avait dépassé 5 %. Mais la flambée actuelle des prix, avec une hausse de plus de 8 % en un an dans la zone euro, change la donne.

Car les taux d'intérêt, encore très bas, vont fatalement suivre la tendance haussière. Les « spreads », qui avaient été écrasés par l'argent injecté à haute dose depuis le printemps 2020 pour éviter que la Covid ne ravage l'économie, vont tout aussi fatalement se rouvrir.

Que peut faire la BCE ? En 2012, Mario Draghi, qui était alors à sa tête, avait réglé le problème en trois mots : « Whatever it takes ». La Banque centrale était prête à faire « tout ce qu'il faudra », à fabriquer de l'argent sans limites pour acheter les obligations des pays menacés et contenir les taux. Cette fois-ci, ça ne suffit plus. Les investisseurs réclament des preuves.

C'est ici que ça se complique. Depuis une décennie, la BCE a forgé plusieurs outils aux noms barbares - OMT, PSPP, PEPP - pour stimuler une inflation jugée trop basse tout en réduisant le risque de fragmentation. Cette fois-ci, elle doit à la fois lutter contre l'une et l'autre. En même temps retirer de l'argent… et en injecter, pour acheter les obligations des pays menacés.

Il lui faut donc inventer un bazooka, capable de souffler les spéculateurs par sa puissance de feu. Mais une arme qui ressemble à un mouton à cinq pattes. Les économistes de la banque UBS ont écrit le cahier des charges - et la liste des exigences est impressionnante.

D'abord, le nouvel outil doit permettre de cibler un seul pays. Ce n'était pas le cas du PSPP créé en 2015 pour tenter de ranimer l'inflation. Dans ce programme d'achat de titres publics, la BCE achète les actifs de chaque pays proportionnellement à la part de leur banque centrale dans son capital. Quand elle prend 10 milliards d'euros de titres italiens, elle doit aussi prendre pour 15 milliards de titres allemands…

Ensuite, la BCE doit pouvoir agir sans contrainte temporelle - pas d'achats réguliers, pas de limite dans le temps. Une liberté qui pourrait être rejetée par la Cour de justice européenne ou plus encore la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe, très vigilante sur l'encadrement de ces programmes d'achat (le PSPP prévoyait par exemple au départ 60 milliards d'euros par mois pour atteindre un objectif de 1.000 milliards en 2016).

Pour être crédible sur les marchés financiers, la BCE doit aussi pouvoir décider du moment où les écarts de taux d'intérêt ne se justifient plus seulement par les différences objectives entre les situations budgétaires et financières des pays. Ce n'est pas un hasard si l'actuelle présidente de la BCE, Christine Lagarde, emploie souvent en ce moment le mot « souplesse ».

Deux autres caractéristiques sont encore plus délicates. D'abord, comment maintenir la pression sur un pays ? Si l'Italie ou la France peut laisser filer ses dépenses publiques en comptant sur l'argent de la BCE pour régler la facture, le déficit public va grimper au ciel. Il faut donc une limite.

Qui a la légitimité pour imposer des conditions ? Même s'il serait question d'une conditionnalité « légère », le sujet est politiquement lourd (augmentation des impôts, baisse des dépenses publiques…). Cela ne relève pas de la BCE. Il faut donc un circuit, rapide car les marchés bougent très vite, qui pourrait impliquer l'expertise technique de la Commission et une décision des ministres des Finances, comme le proposent des chercheurs du centre de réflexion Bruegel.

Ensuite, pour que l'argent injecté dans les achats d'obligations n'alimente pas l'inflation, il faut le repomper ailleurs - le stériliser, comme disent les experts. Le plus simple serait que la Banque centrale allemande revende (à perte…) des obligations nationales, mais c'est inacceptable pour l'Allemagne. L'agence de presse Reuters évoque la possibilité pour la BCE de proposer aux banques de déposer chez elle des sommes d'argent correspondant aux montants injectés. Mais rien ne peut garantir que les banques accepteraient.

Reste, enfin, pour le nouveau bazooka à être jugé crédible sur les marchés financiers. La route paraît longue alors que la tempête menace.

**L’AGENDA DU 5 juillet 2022**

**8h45 en France**

Production industrielle en mai

**9h50 en France**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en juin

**9h55 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en juin

**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en juin

**16h00 aux Etats-Unis**

Commandes à l'industrie en mai